



DORIA OUSSET

UN CORI ARRABBIATU

p5

1,60€



SUCITÀ
FEMMES
SOLIDAIRES
P24

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
LETTRE OUVERTE AUX FRANÇAIS P8
SEMAINE CORSE P10 • ANNONCES LÉGALES P11
SORTIR P28



S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

Illustration Kampà d'après photo-DR

IL NE S'ARRÊTE JAMAIS !

PROJET!
DÉBAT!
CRAQUES!
C'EST DE LA PIPE!
CRAQUES!
ILS DÉCONNENT!
MOI!
ÉCOUTEZ-MOI!



LE DIALOGUE NATIONAL EST SERVI !

Après les semaines de la contestation, parfois excessivement violente, le Président de la République a, par sa «Lettre ouverte aux Français» voulu rendre la parole à ceux qui souhaitent la prendre et qui, à tort ou à raison, s'en estiment privés.

ICN Informateur Corse Nouvelle la publie in-extenso dans ses pages. Notre hebdomadaire n'est pas un service public, financé sur fonds publics, mais un service aux publics, depuis des décennies. Un libre journal, fier de ses lecteurs et fidèles abonnés, de ses annonceurs, qui lui donnent les moyens et le droit de s'exprimer en toute liberté. Pour que chacun puisse en faire son miel ou produise du fiel, en toute indépendance. Pourquoi du fiel? Parce que dans notre beau pays, l'appel au dialogue et à la concertation n'est pas toujours bienvenu. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les déclarations des dirigeants de l'ancien monde, ceux que les électeurs ont renvoyés à leurs chères «études» dans l'opposition: LR, PS, Hamonistes, Insoumis [pas tant que ça], Verts et même des autres décolorés... et ceux qui vont aujourd'hui trouver chez leurs contradicteurs ou adversaires d'hier du foin comestible à moindre coût.

Alors, attendons sans gémir et parfois peut-être sans comprendre, le fruit espéré du grand dialogue. ■ **Paul AURELLI**

SOMMAIRE

OPINIONS

RITRATTU **DORIA OUSSET**

LETTRE OUVERTE AUX FRANÇAIS

SETTIMANA CORSA

ANNONCES LÉGALES

SOCIÉTÉ **FEMMES SOLIDAIRES**

SORTIR

Mahy più !

Si sò sciolti i lingu. Ùn hè micca tutti i ghjorni chì prufizionali di a ghjustizia si mutani in testimonii. Soprattuttu quand'ellu si tratta di a Corsica. Hè statu u casu à l'occasioni di l'is-ciuta, calchì ghjornu fà, d'un libru, « Juges en Corse », cù a piuma di u ghjurnalistu marsigliesu Jean-Michel Verne (Edizioni Robert Laffont). Magistrati, ghjudici è procuratori – sò novi – voltani nant'à a so sparienza nant'à l'isula, trà prissioni, minacci, o ancu un'attitudini micca chjara di u Statu. À mezu à quissi qui : Roland Mahy, procuratori di a Republica di Bastia trà u 1991 è u 1998. Micca l'epica a più alegra di a nostra storia, quilla, frà altru, di a guerra trà di nazionalisti chì hà marturiatu tanti famigli. L'anzianu magistratu era, u ghjornu di a surtita in libreria di ss'opara nova, l'invitatu di a redazzioni di a radiu RCFM. È una parti di i so argomenti ani fattu nascia una rabbia maiò nant'à i reti suciali. « Inde st'isula, ùn c'hè micca una famiglia tutalmente sana. Inde a listessa famiglia, ci pò essa un medicu chì hà cunnisciutu una bella riescita, un scenticu d'altu nivellu, un avucatu di talentu, un nipoti in u ripertoriu di u grandi banditissimu, un antru chì hà postu bombi, podassi, è tutta ssa famiglia, à nomu di a so unità, campa cù un'intellighjenza perfetta, senza righjittà a pecura sbandata. È ùn hà micca cambiatu, hè arradicatu di manera profonda inde a mintalità isulana, ed hè assai difficiuli di sapè induv'è vo cascheti. » Tandu, tous pourris, si diciaria in francesi ? A viulenza, com'ellu l'amintava sei anni fà un ministru di l'Internu francesi oramai candidatatu ridiculu à a merria di Barcelona, saria arradicata inde a cultura corsa ? Pari chì ssu raghjuna-mentu sighi bellu spartutu ind'è « l'eliti » di u paesi amicu. È s'attizzani i brasgi d'un focu chì spicca torna di più dui maneri di pinsà, da una sponda à l'altra di u Mediteraniu. È i spiranzi d'ùn senta mai più ssi discorsi carchi à feli ùn sò pronti à nascia... ■ **Santu CASANOVA**

P4

P5

P8

P10

P11

P24

P26

Liberté de la presse

Ne nous attardons plus sur les images ou les papiers de ceux qui se rendent sur les terrains de contestations ou de guerres, qui donnent la parole aux victimes et opprimés, qui nous éclairent sur des dossiers gênants car ils sont responsables de nos maux. Accusons-les plutôt d'être à la botte du pouvoir, de répondre aux ordres d'actionnaires et d'être complaisants avec l'adversaire dont on ne sait plus trop aujourd'hui qui il est vraiment !

Sérieusement, quelles sont les raisons de cette défiance envers la presse de plus en plus attisée volontairement par des politiques et autres personnalités médiatiques ? D'où provient ce scepticisme, ce mépris qui conduit aux vociférations des uns ou à la haine et la violence librement revendiquées des autres qui n'hésitent pas à bousculer, agresser des femmes et des hommes munis d'un stylo, d'une caméra dont la seule mission est de témoigner des réalités du monde, aussi dérangeantes soient-elles ?

Certains prennent le temps d'analyser avec recul et de s'interroger avec autocritique. Sont-ils entendus, lus ? D'autres, à des fins démagogues préfèrent utiliser ces paroles faites de doutes et ces actes condamnables pour asseoir leur populisme et leurs espérances chaotiques. Et malheureusement, ça fonctionne !

Alors, à chacun d'entre nous de s'assurer librement de la véracité de ce qui est dit ou écrit. Mais envers ceux qui contestent, bafouent la liberté de la presse, l'opposition systématique est de mise, car dans leur monde rêvé, l'esprit critique n'a plus de place, les diktats tuent et l'ignorance est la force ! ■ **Dominique PIETRI**

IL FALLAIT L'ÉCRIRE

« Actuellement, la presse et les politiques évoquent la co-officialité de la langue corse parmi les revendications des nationalistes ; dans les faits, elle est déjà effective.

Il suffit de regarder la télévision. De plus en plus d'interviews sur France 3 local sont en langue corse. Je ne crois pas que ce mouvement aille dans le sens du progrès.

J'ai le souvenir de ces insulaires qui étaient jadis de grands serviteurs de l'État, des gens de haut vol. Quand je vois ce qu'est devenue cette île, j'ai le sentiment que tout baigne dans une incroyable médiocrité intellectuelle. »

C'est en ces termes que l'ineffable **Roland Mahy** – notre éditeur – s'exprime dans *Juges en Corse*, ouvrage publié sous la direction du non moins inénarrable Jean-Michel Verne. Si ce digne homme avait voulu fournir des arguments à ceux qui estiment que certains magistrats débarquent sur l'île avec une attitude méprisante et une vision partielle, voire partielle, il n'aurait pu faire mieux.

Reste aux médiocres que nous sommes à lui souhaiter une excellente fin de retraite une fois qu'il sera parti s'installer ailleurs, comme il l'a annoncé dans le même ouvrage. ■ **EP**

H U M E U R

EN LIBERTÉ QUID

Soit pour ramager, soit pour vitupérer Marlène Schiappa saisit toute occasion de prendre la parole. Si tant est qu'on puisse évoquer une prise de parole conquise de haute lutte là où on vous offre tribune et micros obligeamment ouverts. Sur fond de « guerre des cagnottes » la secrétaire d'Etat en charge de l'égalité femmes-hommes, irritée, a stigmatisé une forme de complicité dans la façon d'apporter une aide financière au boxeur de gendarmes. Point de vue à partager ou non, qui ne peut justifier injures, menaces de voies de faits et autres outrages à l'encontre de Mme Schiappa. Cela dit, sans être expert en droit, je crois savoir qu'il n'existe pas de texte de loi interdisant à un mécène de payer la caution et les frais d'avocats d'un justiciable impécunieux. Pas plus qu'il n'est interdit (en demeurant dans un cadre prévu) de participer aux frais de campagne électorale d'un postulant à la présidence de la République, que le sujet ainsi sponsorisé soit honnête homme ou représentant en casseroles. Quand à lever l'anonymat des généreux donateurs ? Qui se préoccupe de savoir si Benalla, autre boxeur de renom, paye ses défenseurs en siphonnant son livret de caisse d'épargne ou s'il reçoit aides et réconfort de présidents européens et africains ? Et qui peut dire où commence la complicité ? Qui, en droit, peut interpréter la loi ? Le juge ou le politique ? Quid... Toutefois, dans le cadre de ses fonctions M^{me} Schiappa me semble apte à fournir un avis autorisé sur les exemples suivants... Complaisant ou complice, Alexis Dosne qui propulsa la carrière de Thiers... mais aussi son épouse et ses deux filles dans le lit de celui-ci ? Copains comme porcs à balancer ou complices, ces pairs [sans « e »] qui accueillirent et encensent encore ce cinéaste américain convaincu d'abus sexuel sur mineure ? Pierrot lunaire ou complice, le juge qui accorda une permission de sortie à un violeur récidiviste fiché comme tel ? Naïves, distraites, tolérantes ou complices, les instances religieuses ayant eu à connaître de faits de pédophilie sans juger bon d'y remédier ? Cynique et/ou complice, l'avocate qui obtint l'acquittement d'un homme poursuivi pour le viol de deux jeunes filles, arguant, notamment, qu'il « n'avait pas les codes culturels » ? Eh oui, Marlène. Vois-tu, moi aussi je suis capable de fulminer... Influence d'une petite goutte de sang que nous aurions en commun ? Tanti basgi, a mé' cugina a a longa. ■ **Paulu Santu MUSÉ-PUGLIESI**



DORIA OUSSET

UN CORI ARRABBIATU

da Santu CASANOVA

ARTISTA IMPEGNATA,
A CANTARINA
HÈ UN MISCHJU
DI TRADIZIONI
È DI MUDERNITÀ.
UNA DONNA FORTI
DI UN'EREDITÀ
FAMIGLIALI SICURA,
MA CHÌ S'HÈ FATTA
DINÒ DA PAR ELLA

UN CORI ARRABBIATU

A storia principia guasgi 38 anni fà, in Toulouse. Nasci, pà ssi parti di a Francia, una zitella purtata, un bellu ghjornu, à cunnoscia a tarra chì curria dighjà tali u sanguì ind'i so veni. Doria Ousset, dit-ta Doria, cresci à più di 900 chilometri da una Corsica raprisintata à u cuttidianu da figura di a so mamma, Anna Rocchi, cantarina bella famo-sa chì ùn c'hè più bisognu à prisintà. L'anni passendu, l'isula s'hà da avvi-cinà di più in più da a ghjuvanetta. Puru s'ella và ogni statina in u so paesi di Rusu, in Vallerustie, u passu di stallassi in Cursichella sarà francatu à l'età di 17 anni. Ghjunghji tandu in Bastia pà passà u so basciigliè in u liceu di u Fangu. Un cambiamentu di vita abbastanza radicali. «A Corsica a cunniscia, sicura, perchi venia tutti l'estati. Ma hè vera chì di ghjunghje in Bastia cusì, ùn hè micca veramente listessa manera di vive, è per mè hè stata appena difficiule. Ghjunghjia cù un nome francese, cù un accentu di Toulouse, ghjera qualcosa di speciale», ricunnosce Doria. Dopu una prima annata d'adattazioni, una tappa impurtanti hà da cambià a so strada : a scrizzioni à un attellu di cantu, animatu da unu di i capimachja di u gruppu I Mantini, Daniel Vincensini, chì hè dinò un cuginu. Ci scuntrarà tutta una sterpa di cantadori, com'è Pierre Gambini [anzianu di I Cantelli] è Lurenzu Filippi [L'Attrachju]. Ricordi magnifici inghjinnati da sso cantu corsu chì l'hà parmessu di campà d'una manera più faciuli i cosi. Ssa stallazioni in Bastia li dà dinò a pussibilità di pighjà cuscenza di u fattu cor-su. «Da u cuntinenti, ùn si vedenu e cose cum'elle sò. A Corsica, a cunniscia, sapia ch'ella c'era una lingua. U cantu, u sentia perchi a mo mamma avia parecchi dischi, ma a situazione di l'isula, ùn la vidia micca. Hè veramente ghjunghjendu quì chì aghju capitu chì c'eranu affari appena strasor-dinari. È aghju pensatu chì ci vulia à fà qualcosa pè issa lingua, pè issa terra, pè tuttu ciò chì si passa



« Dunque, partu da u tema è facciu a scelta di l'autore, è per rabbia hè vera chì Paul s'accunciava bè. »

quì. » Parlandu ghjustu appuntu di lingua corsa, ùn la pudia aduprà inde a Cità Rosula, chì ùn l'ammaistrava micca. Sicura, sintia i so missiavi parlà in paesi cù a so manera cusì sputica, quand'elli ghjunghjani i vacanzi. Ma hè bè sbarchendu in Bastia chì Doria Ousset si metti à parlà corsu à 18 anni, grazia à i canzoni. Amparava i canti à menti, si facia da par ella i so traduzioni, è l'affari s'hè fattu pianament'è bè. Una meraviglia di pedagugia. Accantu à què, a cantarina passa u so baccu literariu, eppo un BTS ustaria in Montesoru, nanzu di lanciassi inde un Master di Scenzi di l'Educazioni à l'Università di Corsica. Senza metta da cantu a so passioni di u cantu. È un scontru novu hà da essa ditarminanti, à più di vint'anni, cù u gruppu miticu I Chjami Aghjalesi, ch'ella cunnosci dipoi a so zitellina. « C'hè u mo ziu Filippu chì canta nù u gruppu, è à mumentu datu, mi dicenu chì ci vulerebbe à fà un discu, ma eo, ùn mi sentu micca di fà què, mancu appena di musica sola, perchè ùn mi trovu micca legittima », spiega quilla chì travaghja oghji com'è assistanti di direzzioni in cummerciu. I Chjami li pruponini quantunqua di cullà nant'à a scena cun elli, pà fassi cunnoscia da u publicu è fà i so primi passi, prima di bulà sola. Era à l'epica chì a furmazioni musicali emblematica di u Riacquistu fistighjava i so 30 anni d'esistenza, in u 2007. Un'avintura chì hè durata 6 anni è impastata di ricordi tremendi pà ssa scola magica. S'è Doria hà amparatu a lingua è u cantu corsu, bisognu à dì chì c'hè u razzinu inde a so famighja. Trà u missiavu Ghjuvansantu Rocchi, chì cantava a messa, a mamma Anna, u ziu Filippu è u zionu è mitu Carlu Rocchi, ssa tradizioni hè bella arradicata. È puru s'è ssa donna muderna faci una musica di più rock, ssa manera cusì pura di cantà ferma à l'ascosu, ma micca spinta. Hè forti di tuttu què ch'ella dicidi infini di lanciassi com'ella hè, bramosa di cultivà, in un prima tempu, a so sfarenza. « Mi sò detta avà, tù ùn voli micca fà listessa canzona chì a to mamma. Prima perchè cantà cum'è ella, ùn hè micca pussibile, perchè hè nata in paese è hà un'altra cultura di u cantu chè mè, ch'e sò stata allevata in Toulouse. Eppo, mi pia-cia u rock, allora mi sò detta perchè micca fà un mischju trà què è u cantu corsu. Aghju circatu persone. Tonton [Frédéric Antonpieri], ùn lu cunniscia micca, ma mi dicia chì cù u so gruppu i Cantelli cantava rock, cù dinù i strumenti tradiziunali, cum'è a cetera, è mi dicia ch'ellu faria l'affare. Dunque l'aghju chjamatu, l'aghju spiegatu, è ellu hà dettu sicura, pruvemu », s'arricorda l'artista. I principii sò appena cumplicati. Una donna chì canta u rock in lingua corsa, ùn passa micca sempri bè. C'hè vulsutu ad abituà l'arechji. Ma dopu à calchi annu, l'affari passa propiu megliu, cù un bellu mischju trà sunirità di più tradiziunali è i ghitarri elettrichi, eppo una dusa-

tura forse più bona. Nasci da i primi passi di ssa via nova tracciata un EP, 377 [2015], un album *Realità* [2016], ma dinò calchi single, annu è dui anni fà. « U primu discu cuntava appena a vita d'una donna d'oghje, di 30 anni, ma mi mancava una parte di mè, impurtente : a parte militente. A mo mamma hè sempre una militente culturale, è m'hà amparatu chì cù u cantu si pò fà passà tutte l'idee. È ghjè una putenza perchè, ciò ch'è tù ùn poi micca di, poi cantallu. È issu militentissimu, l'aghju in core, a mo lingua, a mo terra, tuttu ciò chì a Francia, o micca, perchè ùn c'hè micca chè a Francia, ci facia è ci face ancu oghje. » È ss'ultimu sintimu ci porta à u so ultimu dischettu, *Rabbia*, isciutu pocu fà. A donna di Rusiu si senti in fatti veramenti arrabbiata, ind'a vita d'oghji, eppo marturiata inde u so paesi, a so lingua, a so ghjenti, da ciò ch'ellu faci oghji u « paesi amicu ». S'ella hà avutu a fortuna d'inizià u so caminu cù scrittori famosi com'è Patrick Croce, Patrizia Gattaceca, o ancu Frédéric Poggi, è chì Marc Biancarelli è Alain di Meglio sò d'accusentu par impristà oramai a so piuma, un omu currispondi à più pudè à ciò ch'ella pò risenta in ssu mumentu. « Hè vera chì Paul Turchi Duriani ùn hè micca un pueta. Scrive piuttosto testi, ma li dumandu sempre, soprattutto quand'e vogliu cantà di manera arrabbiata, perchè li spiegu di modu semplice e cose è capisce subbitu. Hè faciule per ellu di scrive issi testi quì. Dunque, partu da u tema è facciu a scelta di l'autore, è per rabbia hè vera chì Paul s'accunciava bè. » È l'affari s'accunciani bè micca solu à u nivellu pueticu è musicali trà l'autori è a cantarina, postu ch'elli portani, inseme, à mezu à tant'altri par-sunalità, un prughjettu pedagogicu di libru illustratu è d'arrighjistramentu sunori inghjiru à i raconti pà i zitelli in lingua corsa, *Pirru è Ricuccata*. Dopu à *U Cornu Sacru*, un sicondu tomu hè in traccia d'essa appruntatu, *L'Oru di Balagna*. Un prughjettu chì li teni assai à cori à Doria Ousset : « Oghje, per mè, hè più impurtente chè u cantu. Emu fattu issu libru pè tramandà a lingua, u patrimoniù di a Corsica à i zitelli. U cantu ghjè bè, mi facciu piacè, dicu e cose, ma issu travagliu quì, di memoria, per mè, militente culturale, ghjè una cosa veramente maiò. Femu un travagliu tamantu, pè a lingua, perchè emu da fà un giru di a Corsica, perchè i zitelli sentenu tutte e lingue corse. Simu partuti da Bastia, ghjunghjemu in Balagna, dopu Aiacciu, Bonifaziu, Sartè... I zitelli ponu scopre parechje cose è noi speremu di lascialli qualcosa. C'hè u sonu, c'hè a lettura, ci sò i duppiami, persone vermente popolare di Corsica chì ci prestenu e so voce, hè un travagliu magnificu pè noi è ci campemu. » Faci parti di i risuluzioni maiò chì ssa donna corsa d'oghji conta di purtà pà l'annu novu, cù un cori tamantu è un'anima arrabbiata. ■

« Oghje, per mè, hè più impurtente chè u cantu. Emu fattu issu libru pè tramandà a lingua, u patrimoniù di a Corsica à i zitelli. »



COMMUNIQUÉ

Grand débat national

*Chères Françaises, chers Français,
mes chers compatriotes,*

Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes.

La France n'est pas un pays comme les autres. Le sens des injustices y est plus vif qu'ailleurs. L'exigence d'entraide et de solidarité plus forte. Chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités. Chez nous, un grand nombre de citoyens paie un impôt sur le revenu, parfois lourd, qui réduit les inégalités. Chez nous, l'éducation, la santé, la sécurité, la justice sont accessibles à tous indépendamment de la situation et de la fortune. Les aléas de la vie, comme le chômage, peuvent être surmontés, grâce à l'effort partagé par tous.

C'est pourquoi la France est, de toutes les nations, une des plus fraternelles et des plus égalitaires.

C'est aussi une des plus libres, puisque chacun est protégé dans ses droits et dans sa liberté d'opinion, de conscience, de croyance ou de philosophie.

Et chaque citoyen a le droit de choisir celles et ceux qui porteront sa voix dans la conduite du pays, dans la conception des lois, dans les grandes décisions à prendre.

Chacun partage le destin des autres et chacun est appelé à décider du destin de tous : c'est tout cela, la nation française.

Comment ne pas éprouver la fierté d'être Français ?

Je sais, bien sûr, que certains d'entre nous sont aujourd'hui insatisfaits ou en colère. Parce que les impôts sont pour eux trop élevés, les services publics trop éloignés, parce que les salaires sont trop faibles pour que certains puissent vivre dignement du fruit de leur travail, parce que notre pays n'offre pas les mêmes chances de réussir selon le lieu ou la famille d'où l'on vient. Tous voudraient un pays plus prospère et une société plus juste.

Cette impatience, je la partage. La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail.

En France, mais aussi en Europe et dans le monde, non seulement une grande inquiétude, mais aussi un grand trouble ont gagné les esprits. Il nous faut y répondre par des idées claires.

Mais il y a pour cela une condition : n'accepter aucune forme de violence. Je n'accepte pas, et n'ai pas le droit d'accepter la pression



et l'insulte, par exemple sur les élus du peuple, je n'accepte pas et n'ai pas le droit d'accepter la mise en accusation générale, par exemple des médias, des journalistes, des institutions et des fonctionnaires. Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait !

Afin que les espérances dominent les peurs, il est nécessaire et légitime que nous nous reposions ensemble les grandes questions de notre avenir.

C'est pourquoi j'ai proposé et je lance aujourd'hui un grand débat national qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain.

Depuis quelques semaines, de nombreux maires ont ouvert leurs mairies pour que vous puissiez y exprimer vos attentes. J'ai eu de nombreux retours que j'ai pu prendre en compte. Nous allons désormais entrer dans une phase plus ample et vous pourrez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées. Dans l'Hexagone, outremer et auprès des Français résidant à l'étranger. Dans les villages, les bourgs, les quartiers, à l'initiative des maires, des élus, des responsables associatifs, ou de simples citoyens... Dans les assemblées parlementaires comme régionales ou départementales.

Les maires auront un rôle essentiel car ils sont vos élus et donc l'intermédiaire légitime de l'expression des citoyens.

Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre. Et peut-être découvrirons-nous que nous pouvons tomber d'accord, majoritairement, au-delà de nos préférences, plus souvent qu'on ne le croit.

Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle. Je pense toujours qu'il faut rendre à la France sa prospérité pour qu'elle puisse être généreuse, car l'un va avec l'autre. Je pense toujours que la lutte contre le chômage doit être notre grande priorité, et que l'emploi se crée avant tout dans les entreprises, qu'il faut donc leur donner les moyens de se développer. Je pense toujours qu'il faut rebâtir une école de la confiance, un système social rénové pour mieux protéger les Français et réduire les inégalités à la racine. Je pense toujours que l'épuisement des ressources

naturelles et le dérèglement climatique nous obligent à repenser notre modèle de développement. Nous devons inventer un projet productif, social, éducatif, environnemental et européen nouveau, plus juste et plus efficace. Sur ces grandes orientations, ma détermination n'a pas changé.

Mais je pense aussi que de ce débat peut sortir une clarification de notre projet national et européen, de nouvelles manières d'envisager l'avenir, de nouvelles idées.

À ce débat, je souhaite que le plus grand nombre de Français, le plus grand nombre d'entre nous, puisse participer.

Ce débat devra répondre à des questions essentielles qui ont émergé ces dernières semaines. C'est pourquoi, avec le Gouvernement, nous avons retenu quatre grands thèmes qui couvrent beaucoup des grands enjeux de la nation : la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'Etat et des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté. Sur chacun de ces thèmes, des propositions, des questions sont d'ores et déjà exprimées. Je souhaite en formuler quelques-unes qui n'épuisent pas le débat mais me semblent au cœur de nos interrogations.

Le premier sujet porte sur nos impôts, nos dépenses et l'action publique. L'impôt est au cœur de notre solidarité nationale. C'est lui qui finance nos services publics. Il vient rémunérer les professeurs, pompiers, policiers, militaires, magistrats, infirmières et tous les fonctionnaires qui œuvrent à votre service. Il permet de verser aux plus fragiles des prestations sociales mais aussi de financer certains grands projets d'avenir, notre recherche, notre culture, ou d'entretenir nos infrastructures. C'est aussi l'impôt qui permet de régler les intérêts de la dette très importante que notre pays a contractée au fil du temps.

Mais l'impôt, lorsqu'il est trop élevé, prive notre économie des ressources qui pourraient utilement s'investir dans les entreprises, créant ainsi de l'emploi et de la croissance. Et il prive les travailleurs du fruit de leurs efforts. Nous ne reviendrons pas sur les mesures que nous avons prises pour corriger cela afin d'encourager l'investissement et faire que le travail paie davantage. Elles viennent d'être votées et commencent à peine à livrer leurs effets. Le Parlement les évaluera de manière transparente et avec le recul indispensable. Nous devons en revanche

nous interroger pour aller plus loin.

Comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? Quels impôts faut-il à vos yeux baisser en priorité ?

Nous ne pouvons, quoi qu'il en soit, poursuivre les baisses d'impôt sans baisser le niveau global de notre dépense publique.

Quelles sont les économies qui vous semblent prioritaires à faire ?

Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ? A l'inverse, voyez-vous des besoins nouveaux de services publics et comment les financer ?

Notre modèle social est aussi mis en cause. Certains le jugent insuffisant, d'autres trop cher en raison des cotisations qu'ils paient. L'efficacité de la formation comme des services de l'emploi est souvent critiquée. Le gouvernement a commencé à y répondre, après de larges concertations, à travers une stratégie pour notre santé, pour lutter contre la pauvreté, et pour lutter contre le chômage.

Comment mieux organiser notre pacte social ? Quels objectifs définir en priorité ?

Le deuxième sujet sur lequel nous devons prendre des décisions, c'est l'organisation de l'Etat et des collectivités publiques. Les services publics ont un coût, mais ils sont vitaux : école, police, armée, hôpitaux, tribunaux sont indispensables à notre cohésion sociale.

Y a-t-il trop d'échelons administratifs ou de niveaux de collectivités locales ? Faut-il renforcer la décentralisation et donner plus de pouvoir de décision et d'action au plus près des citoyens ? A quels niveaux et pour quels services ?

Comment voudriez-vous que l'Etat soit organisé et comment peut-il améliorer son action ? Faut-il revoir le fonctionnement de l'administration et comment ?

Comment l'Etat et les collectivités locales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté et que proposez-vous ?

La transition écologique est le troisième thème, essentiel à notre avenir. Je me suis engagé sur des objectifs de préservation de la biodiversité et de lutte contre le réchauffement climatique et la pollution de l'air. Aujourd'hui personne ne conteste l'impérieuse nécessité d'agir vite. Plus nous tardons à nous remettre en cause, plus ces transformations seront douloureuses. Faire la transition écologique permet de réduire les dépenses contraintes des ménages en carburant, en chauffage, en gestion des déchets et en transports. Mais pour réussir cette transition, il faut investir massivement et accompagner nos concitoyens les plus modestes. Une solidarité nationale est nécessaire pour que tous les Français puissent y parvenir.

Comment finance-t-on la transition écologique : par l'impôt, par les taxes et qui doit être concerné en priorité ?

Comment rend-on les solutions concrètes accessibles à tous, par exemple pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture ? Quelles sont les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier ?

Quelles sont les solutions pour se déplacer, se loger, se chauffer, se nourrir qui doivent être conçues plutôt au niveau local que national ? Quelles propositions concrètes feriez-vous pour accélérer notre transition environnementale ?

La question de la biodiversité se pose aussi à nous tous.

Comment devons-nous garantir scientifiquement les choix que nous devons faire à cet égard ? Comment faire partager ces choix à l'échelon européen et international pour que nos producteurs ne soient pas pénalisés par rapport à leurs concurrents étrangers ?

Enfin, il est évident que la période que notre pays traverse montre qu'il nous faut redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté. Être citoyen, c'est contribuer à décider de l'avenir du pays par l'élection de représentants à l'échelon local, national ou européen. Ce système de représentation est le socle de notre République, mais il doit être amélioré car beaucoup ne se sentent pas représentés à l'issue des élections.

Faut-il reconnaître le vote blanc ? Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Quelle est la bonne dose de proportionnelle aux élections législatives pour une représentation plus juste de tous les projets politiques ? Faut-il, et dans quelles proportions, limiter le nombre de parlementaires ou autres catégories d'élus ?

Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil Economique, Social et Environnemental doivent-ils jouer pour représenter nos territoires et la société civile ? Faut-il les transformer et comment ?

En outre, une grande démocratie comme la France doit être en mesure d'écouter plus souvent la voix de ses citoyens.

Quelles évolutions souhaitez-vous pour rendre la participation citoyenne plus active, la démocratie plus participative ?

Faut-il associer davantage et directement des citoyens non élus, par exemple tirés au sort, à la décision publique ?

Faut-il accroître le recours aux référendums et qui doit en avoir l'initiative ?

La citoyenneté, c'est aussi le fait de vivre ensemble.

Notre pays a toujours su accueillir ceux qui ont fui les guerres, les persécutions et ont cherché refuge sur notre sol : c'est le devoir de l'asile, qui ne saurait être remis en cause. Notre communauté nationale s'est aussi tou-

jours ouverte à ceux qui, nés ailleurs, ont fait le choix de la France, à la recherche d'un avenir meilleur : c'est comme cela qu'elle s'est aussi construite. Or, cette tradition est aujourd'hui bousculée par des tensions et des doutes liés à l'immigration et aux défaillances de notre système d'intégration.

Que proposez-vous pour améliorer l'intégration dans notre Nation ? En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ? Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

La question de la laïcité est toujours en France sujet d'importants débats. La laïcité est la valeur primordiale pour que puissent vivre ensemble, en bonne intelligence et harmonie, des convictions différentes, religieuses ou philosophiques. Elle est synonyme de liberté parce qu'elle permet à chacun de vivre selon ses choix.

Comment renforcer les principes de la laïcité française, dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre pays ? Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Dans les semaines qui viennent, je vous invite à débattre pour répondre à ces questions déterminantes pour l'avenir de notre nation. Je souhaite aussi que vous puissiez, au-delà de ces sujets que je vous propose, évoquer n'importe quel sujet concret dont vous auriez l'impression qu'il pourrait améliorer votre existence au quotidien.

Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection, ni un référendum. C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici requise, sans distinction d'âge ni de condition sociale. C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens. Pour garantir votre liberté de parole, je veux que cette consultation soit organisée en toute indépendance, et soit encadrée par toutes les garanties de loyauté et de transparence.

C'est ainsi que j'entends transformer avec vous les colères en solutions.

Vos propositions permettront donc de bâtir un nouveau contrat pour la Nation, de structurer l'action du Gouvernement et du Parlement, mais aussi les positions de la France au niveau européen et international. Je vous en rendrai compte directement dans le mois qui suivra la fin du débat.

Françaises, Français, je souhaite que le plus grand nombre d'entre vous puisse participer à ce grand débat afin de faire œuvre utile pour l'avenir de notre pays.

En confiance,

Emmanuel MACRON

OPÉRATION GRAINE DE...

POUR PROMOUVOIR LA MIXITÉ PROFESSIONNELLE



Photo Manon Perelli

Afin de démontrer l'atout que constitue l'entrée des femmes dans certaines professions, le rectorat et la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Corse organisent une action pédagogique à destination des 4^e. Tout au long de l'année scolaire, celle-ci leur permettra de partir à la rencontre de représentantes de différents métiers. Première séance le 15 janvier dernier avec la rectrice, Julie Benetti.

«Aucun métier n'est réservé à un sexe. Il est très important que les jeunes femmes et les jeunes hommes ne se fixent aucun interdit, aucune censure. Ce qui importe, ce sont les compétences, les talents et les envies de chacun. C'est tout ce qui doit prévaloir». Ce 15 janvier, dans la salle Pierre-Dumontet du rectorat de Corse, les élèves de la 4^e du collège Lætitia d'Ajaccio écoutent attentivement les mots posés de la rectrice d'Académie, Julie Benetti, lors de la première rencontre de l'opération Graine de...

Organisée par le pôle Etablissement et vie scolaire du rectorat et la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité de Corse, cette action pédagogique à destination des classes de 4^e de l'Académie vise à promouvoir la mixité professionnelle. «Marie-Ange Susini, déléguée régionale aux droits et à l'égalité des femmes, souhaitait à l'occasion de cette opération pouvoir démontrer un certain nombre de représentations que nous avons, sur des professions qui seraient tantôt réservées aux hommes ou aux femmes», a indiqué la rectrice aux jeunes Ajacciens en guise d'introduction. «Il n'y pas si longtemps qu'une femme peut devenir chirurgien ou pilote. Il n'y a pas si longtemps, il n'y avait pas de préfète ou de rectrice. Tout ceci, c'était le domaine des hommes. Cette opération vise à vous montrer que tous les métiers sont mixtes. Que les hommes peuvent faire des métiers dits de femme, et que les femmes peuvent faire des métiers dits d'homme. Il n'y a plus de métier d'homme ou de femme. Tout le monde peut faire ce qu'il souhaite», a pour sa part insisté Marie-Ange Susini.

Avant de visiter les différents services du rectorat, les 25 collégiens, accompagnés par leur professeur d'histoire-géographie, Livia Ceccaldi, leur professeur documentaliste, Nathalie Bourriot et par la principale adjointe, Julie Caron, ont pu questionner la rectrice sur son cursus, sur les raisons qui l'ont conduit à choisir l'enseigne-

ment ou encore sur ce que sont les fonctions d'un recteur. À cette occasion, Julie Benetti a rappelé qu'elle a été la première femme à avoir été nommée à cette fonction dans l'Académie de Corse, le 18 juin dernier. «Mais pour moi, ça ne change pas grand chose, en réalité. Ce qui compte, c'est le fait que je puisse mener à bien les missions qui me sont confiées, indépendamment de mon sexe», a-t-elle martelé. Dans ce droit fil, interrogée sur les difficultés qu'elle a pu rencontrer dans son parcours, elle a tenu à souligner que le fait d'être une femme ne l'a jamais entravée. «Malgré les clichés, la société corse est une société matriarcale. Les femmes y ont toujours joué un rôle important. Malgré tout, la percée des femmes dans la fonction publique est relativement récente. Et cela est très important car cela montre bien que les fonctions d'autorité ne sont pas réservées aux hommes», a-t-elle par ailleurs glissé en souriant. Avant qu'à l'heure de conclure, la déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité n'ajoute: «La femme corse a été la dernière à arriver sur le marché de l'emploi. Mais aujourd'hui, on a un rattrapage énorme et on a même le taux le plus important de femmes créatrices d'entreprise de France».

Après Graine de rectrice, l'opération s'étirera tout au long de l'année scolaire avec 9 séances de 2 à 3h organisées dans différents collèges de l'Académie et portant chacune sur un métier différent. Graines de préfète, Graines d'artiste, Graine de scientifique, Graines de pilote, Graine d'archéologue, Graine d'agricultrice, Graine de policière et Graine de juge sont ainsi au programme.

Au-delà de démontrer que l'entrée des femmes dans certaines professions représente un atout, l'objectif de cette action est aussi de faire découvrir la diversité des métiers aux jeunes adolescents et de contribuer ainsi à élargir leur choix d'orientation. ■

Manon PERELLI

RECENSEMENT

DÉBUT DE LA CAMPAGNE ANNUELLE.

74 communes insulaires sont concernées par la campagne 2019. Depuis le 17 janvier, 175 agents recenseurs sont chargés de distribuer les questionnaires à remplir, sur papier ou par le biais d'Internet, dans les 43 000 logements visés



Définir les politiques publiques nationales, établir la contribution de l'État au budget d'une commune ou encore décider des services, des équipements collectifs et des programmes de rénovation à mettre en œuvre. Réalisée tous les 5 ans dans les communes de moins de 10 000 habitants et tous les ans sur un échantillon de 8% de la population dans les villes de plus de 10 000 habitants fournit des données précieuses aux communes pour analyser l'évolution de leur population. La 16^e édition de l'enquête annuelle a été lancée le 17 janvier dernier. En Corse, elle concerne 74 communes et a nécessité l'embauche de 175 agents recenseurs pour mener à bien l'opération. Recrutés par les mairies concernées, ils se présenteront à la porte des 43 000 logements visés et distribueront des questionnaires papier ainsi qu'une notice avec un code d'accès et un mot de passe pour répondre directement à l'enquête en ligne*. Chaque citoyen aura alors le choix de répondre par l'un de ces deux moyens. L'Insee insiste toutefois sur la nécessité de privilégier la démarche dématérialisée, celle-ci représentant un gain de temps - en cas de réponse papier, l'agent recenseur devra prendre rendez-vous pour venir récupérer le questionnaire - et étant plus respectueuse de l'environnement. Lancé en 2015, le recensement par Internet ne représentait que 39% des réponses en Corse en 2018. Un pourcentage nettement inférieur à la plupart des régions françaises à l'instar des Pays de la Loire où 61,1% des réponses ont été données par Internet l'an passé.

Dans un cas comme dans l'autre, les données récoltées par l'agent recenseur seront traitées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) de manière confidentielle et anonyme et ne pourront donner lieu à aucun contrôle fiscal ou administratif.

Après analyse par l'Insee, les résultats de cette campagne de recensement seront à la fois utilisés pour le calcul des populations officielles diffusées en décembre 2019 pour chaque commune, département et région, mais aussi pour des informations sociodémographiques qui seront diffusées en juin pour éclairer les décisions publiques. La collecte des données se terminera le 16 février pour les communes de moins de 10 000 habitants et le 23 février pour celles de plus de 10 000 habitants. ■ **Manon PERELLI**

* Pour participer à la campagne de recensement en ligne, connectez vous à www.le-recensement-et-moi.fr munis de vos identifiants

59 %

Les chiffres de la semaine

des Français, de plus en plus alarmés par les réformes successives et la perspective croissante d'une perte de revenus, envisagent de cumuler emploi et retraite, 67% des moins de 25 ans ne croient plus à l'éventualité d'une retraite selon un sondage Harris Interactive pour le trimestriel Conseils des notaires.

11

Les chiffres de la semaine

accidents du travail mortels et plusieurs accidents graves enregistrés en Corse au cours de l'année 2018, une situation « inédite », indique la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

635 100

Les chiffres de la semaine

euros, c'est le montant du budget prévisionnel global que l'Office intercommunal de tourisme du Pays d'Ajaccio consacra à la mise en œuvre des divers événements programmés en 2019 dans le cadre du 250^e anniversaire de la naissance de Napoléon.

EXPORTATION DES DÉCHETS

VRAIE POLÉMIQUE OU EMBALLEMENT?

Le Syndicat professionnel des transporteurs corses n'a pas du tout apprécié de voir le Syvadec demander à la DDCCRF de vérifier qu'aucune entente illicite n'entachait les offres reçues pour le transport des déchets de la Corse vers le continent. Pour le Syvadec, cela dit, il ne s'agit pas de stigmatiser les transporteurs, mais de sécuriser un marché.

Applications pour les smartphones, pages ouvertes sur les réseaux sociaux, appels au tri, à la valorisation, à la réduction des quantités de déchets à enfouir... la mobilisation semble importante en Corse et, depuis que tous les emballages vont au bac jaune, les chiffres du Syvadec indiquent une augmentation des volumes triés. S'ils n'atteignent pas encore les taux nationaux, la progression est notable: on dépasse les 30% pour les seules structures dépendant du Syvadec (soit les $\frac{3}{4}$ des structures de l'île). Pourtant, malgré l'implication des citoyens, l'élimination des déchets continue d'empoisonner le quotidien des insulaires. Une situation qui perdure depuis des années et qui, dans l'attente de la création des deux nouvelles unités de stockage envisagées (les sites de Viggianello et de Prunelli n'étant pas loin d'atteindre leurs limites) risque de se poursuivre. Quant à la solution transitoire envisagée de l'évacuation vers le continent, elle n'est pas encore opérationnelle, les réponses à l'appel d'offres du Syvadec concernant les transports n'ayant pas été jugées satisfaisantes.

Pour mettre en place un traitement des déchets sur le continent, des accords-cadres ont été passés avec quatre sites: l'installation de stockage de Séché Environnement à Le Vigeant, en Poitou-Charentes, où 40 000 t/an sont envisagées dans l'attente de la signature du marché; les unités de valorisation énergétique de Véolia à Nîmes (8 000 t/ an envisagées); de Véolia à Toulouse (20 000 t/ an prévues) et de Tiru à Perpignan (prévisions de 15 000 t/an). Pour le conditionnement, une presse à balles a été achetée sur Bastia, un accord est en discussion pour l'exploitation de la presse d'Ajac-

cio, et un appel d'offres ont été lancé concernant le transport. Sans succès. En effet, trois entreprises ont soumissionné. Deux sont insulaires, l'implantation géographique de la troisième n'a pas été révélée à ce jour. Après ouverture des plis, le 13 décembre dernier, aucune des propositions n'a été retenue, au motif qu'aucune ne se conformait au cahier des charges, notamment en ce qui concerne les prix avancés par les entreprises candidates, jugés trop élevés par rapport aux estimations faites par le Syvadec.

Le bureau du Syvadec a saisi la Direction départementale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (DDCCRF) afin qu'elle examine les offres et vérifie ou infirme l'hypothèse d'une entente d'une entente illicite entre les trois concurrents à l'appel d'offres. Une décision qu'ont très modérément appréciée les transporteurs concernés, et que dénonce le Syndicat professionnel des transporteurs corses (SPTC). Son président, Jean-Marie Maurizi, ne décolère pas: «Maintenant, ces odeurs des déchets du Syvadec, elles incommodent vraiment les transporteurs! On accuse les professionnels corses de «possible entente illicite entre soumissionnaires» et d'avoir de ce fait établi des tarifs prohibitifs! Ce sont des propos indignes! Si l'objectif était de voir nos entreprises - créatrices d'emploi dans l'île - dénigrées et leurs responsables menacés au prétexte qu'ils tenteraient de «s'enrichir sur le dos de la Corse et des Corses», c'est réussi! Les coûts sont les mêmes pour tout le monde sur la route ainsi que sur les navires Corse-continent et le cahier des charges est très contraignant. Pour Le Vigeant, qui est le site le plus éloigné, une remorque partant de Bastia le lundi soir n'arrive que le mercredi dans la matinée. À destination, il peut



En 2017, le coût global des transports s'élevait à 5,2 M€, ce qui représente en moyenne 26 € par tonne de déchet pris en charge par le Syvadec. Les transports étaient assurés par 10 transporteurs différents, selon la répartition suivante :

TRANSPORTEUR	PRESTATIONS DE TRANSPORT (€)
Am Transport TP2B	1 014 652
BF Transports	589 558
Corse Eurodéchets	720 597
Environnement Services	1 038 307
Francisci Transport	131 584
Giraschi Transport	512 151
Rocca Transports	775 294
Suzzoni Père et Fils	152 356
Transports Albertini	190 294
Transports G Agostini	106 585

Évolution des pourcentages de tri

[chiffres arrêtés à novembre 2018]

Collecte sélective	2017	2018	Evolution
Biodéchets	166	207	25%
Emballages	381	542	42%
Papier	307	330	7%
Verre	1330	1418	7%
Total	2185	2497	14%

Données Syvadec

y avoir de l'attente. Bref, grosso modo, il faut compter une semaine pour un aller-retour. Ce n'est pas rien. Le SPTC entretient des relations avec tous ses adhérents dans un cadre strictement syndical, mais il n'a aucune connaissance du troisième soumissionnaire dont nous ne savons ni d'où il est ni son nom». Concernant la tarification proposée par ses adhérents, le responsable du syndicat estime qu'elle n'a «rien de fantaisiste: elle est basée sur les coûts d'exploitation notifiés par les études du Comité national routier (CNR) majorés du surcoût lié à l'insularité suivant l'étude du 24 octobre 2016 demandée et agréée par l'Office des transports de la Corse. Dans cette tarification sont compris le fret maritime - qui sera payé aux armements du service public - mais aussi les frais de produit anti-odeurs et de désinfection des remorques comme l'impose le cahier des charges. À elle seule, cette partie du prix de revient représente suivant les destinations entre 37% à 64% du coût total du tarif proposé. Dès l'ouverture des plis et sans la moindre analyse objective le Syvadec crie au scandale et contre toute attente s'en va d'un pas pressé quérir la Direction de la répression des fraudes. Le SPTC aurait souhaité un peu plus de pondération dans les déclarations du Syvadec mais puisque tel n'est pas le cas nous tenons à apporter un démenti formel à ces accusations.»

Jean-Marie Maurizi se dit par ailleurs étonné «qu'à aucun moment ni le coût du traitement des déchets sur le continent ni les frais engagés pour le traitement et le conditionnement de ces mêmes déchets en Corse ne soient contestés ou critiqués. Ni même connus. Il serait utile pour la clarté du débat et l'information de la population et des contribuables - qui en bout de course vont payer la facture -

que le Syvadec s'explique et détaille ces chiffres. Chaque fois qu'il faut un coupable, ce sont les transporteurs qui sont désignés, nous ne l'acceptons plus.»

Catherine Luciani, directrice du Syvadec, souligne pour sa part que, les marchés étant encore à l'étude et les procédures en cours, il est impossible de révéler quoi que ce soit sur les tarifs proposés ou les candidats dans chacun des domaines.

«Nous avons toujours travaillé en bonne intelligence avec les transporteurs, ajoute-t-elle. La commission d'appel d'offre réunit différents membres, dont des représentants de la DDCCRF. Leur présence était tout à fait naturelle à l'ouverture des plis. Il a été jugé que les candidatures portaient question et qu'elles nécessitaient une analyse approfondie, c'est la raison pour laquelle l'expertise de la DDCCRF qui était présente, a été demandée. Il s'agit tout simplement de sécuriser le marché. C'est le seul objectif du Syvadec. Il est préférable qu'une analyse soit faite en amont que de voir le marché cassé par l'État. Dans ce cas, toute la procédure est à reprendre et s'il y avait réellement eu entente entre les soumissionnaires, ils peuvent être passibles d'amendes. Quant aux données concernant les coûts de traitements en Corse et hors de Corse, nous ne pouvons les donner dans la mesure où ils ne sont pas encore connus avec précision. Avec les différents sites contactés sur le continent, nous n'avons à ce stade que les accords-cadres, ce n'est que quand le marché aura été passé que nous aurons des données plus précises. Il s'agit de marchés complexes, dans les prochaines semaines les dossiers devraient avoir évolué.» ■

Claire GIUDICI

FEMMES SOLIDAIRES

COMBAT POUR LES DROITS DES FEMMES



Pour Rosy Sarrola, présidente de l'association Femmes solidaires en Haute-Corse, «les droits des femmes sont une bataille permanente».

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant », cette citation de Simone de Beauvoir illustre parfaitement l'esprit qui anime les militantes de Femmes solidaires et de leur présidente pour la Haute-Corse, Rosy Sarrola. Violences, déficit d'égalité femmes/ hommes, au travail comme dans la vie quotidienne, mal-logement... Le XXI^e siècle ne se présente pas comme un âge d'or de la condition féminine. Au sein de l'association, on se bat pour conserver ce que des décennies de lutte ont permis d'obtenir.

Les locaux bastiais sont au rez-de-chaussée d'un des immeubles des Provence Logis de Montesoro, dans les quartiers sud de la ville, mais les militantes œuvrent dans toute la région. L'Union des femmes françaises est devenue Femmes solidaires en 1998. L'association est née des Comités féminins de la Résistance dans l'immédiat après-guerre, créée à l'initiative du Parti communiste français. Son premier congrès, en 1945, rendait d'ailleurs hommage, notamment, à Danielle Casanova. Composée de plus de 190 associations locales, implantées un peu partout en France métropolitaine et en Guyane, l'organisation – qui fonde sa philosophie sur la laïcité et la mixité – se bat contre toute forme de discrimination ou de domination, notamment dans les domaines du droits et de l'accès à l'emploi, contre les violences faites aux femmes, pour l'égalité au travail et la parité. Elle se porte partie civile dans les procès relatifs aux violences dont elles sont victimes. « Nous sommes universalistes, souligne Rosy Sarrola, nous nous adressons à toutes les femmes, quelles que soient leur culture, leurs convictions philosophiques, re-

ligieuses, leurs croyances, le lieu où elles sont nées... Toutes doivent bénéficier des mêmes droits. »

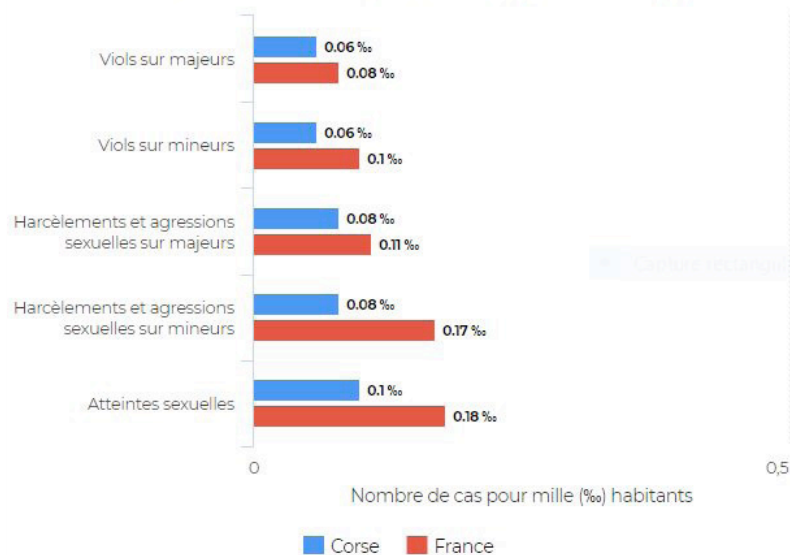
À la tête de l'association locale, elle y milite activement depuis près de 50 ans: « On s'engageait très jeune à l'époque, sourit-elle. J'ai le sentiment que le militantisme féminin est moins marqué de nos jours. Peu de jeunes s'engagent. Les moins âgées, parmi celles qui nous rejoignent, ont autour de 35/40 ans. Nous nous sommes battues pour gagner ces droits, or les droits sont une bataille permanente. Si on se repose sur les acquis, ils disparaissent. » Pourtant, les besoins sont là, en Corse aussi. Dans une des régions les plus pauvres de France, où une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, les femmes sont touchées de façon importante. « La précarité existait quand je suis arrivée dans le mouvement, mais elle avait un autre visage et sans doute la solidarité était-elle plus importante. Puis les femmes sont dignes, elles ne montrent pas facilement leurs souffrances. Fort heureusement, maintenant, elles commencent à parler, elles n'ont plus honte de ce qui leur arrive, elles commencent à comprendre qu'elles ne sont pas coupables des violences qui leurs sont faites et la parole peut se libérer. »

Reste qu'avec un taux de chômage record qui les concerne particulièrement, des CDD à temps partiel parfois rémunérés autour de 700€ par mois, des emplois précaires dans les domaines de l'entretien par exemple, où même dans de grandes entreprises, le comportement des hommes peut être source de vexations (attitudes indélicates, sexistes, commentaires dégradants...), la difficulté de pouvoir travailler est grande, notamment quand on est seule avec des enfants à charge. S'ajoutent les problèmes qu'il peut y avoir, en cas de séparation, pour obtenir des pères qu'ils remplissent leurs



Photo Claire Giudici

Nombre de cas pour 1 000 habitants (source : calculs Linternaute d'après ONDRP)



© Linternaute.com 2019

Délits / crimes en 2014	Corse	Equivalent pour 1 000 habitants (%)
Viols sur majeurs	18 cas	0,06 %
Viols sur mineurs	19 cas	0,06 %
Harcèlements et agressions sexuelles sur majeurs	25 cas	0,08 %
Harcèlements et agressions sexuelles sur mineurs	27 cas	0,08 %
Atteintes sexuelles	32 cas	0,10 %

devoirs alimentaires, les inégalités dans l'accès au logement, aux soins... «Le marché du travail est marqué par une trop forte saisonnalité. Les gens sont employés dans le tourisme, le bâtiment, l'agriculture, ils viennent parfois de l'extérieur, puis l'emploi s'arrête, les soucis financiers arrivent, les couples explosent et les femmes se retrouvent seules avec les enfants. Et elles souffrent, les enfants souffrent aussi.» Pourtant, l'île est une des régions française dans lesquelles les aides sont les moins demandées: «Par honte peut-être, ou parce que les dossiers sont trop complexes, difficiles à remplir. Femmes solidaires apporte son aide et conseille les femmes pour qu'elles établissent leurs demandes.»

Le regard porté sur le corps de la femme, sa sexualité, l'image que peuvent en avoir des adolescents, parfois très jeunes, à travers des sites internet, des vidéos en libre accès, inquiètent également Femmes solidaires: «On ne peut pas acheter les corps ni contrôler la sexualité féminine. Nous avons mené des opérations de sensibilisation et d'information dans les établissements scolaires il y a quelques années (Je, tu, il...), qui se sont interrompues faute de financements. C'est dommage. Il serait bon de les reprendre.»

Car si le nombre de viols et d'agressions sexuelles semble moins important en Corse que sur le reste du territoire national, la vigilance est de mise. Les nombreux exemples de cas de prostitution le prouvent: «Nous nous inscrivons dans le combat du Mouvement pour l'abolition de la prostitution et de la pornographie (Mapp) et participons depuis plusieurs décennies à toutes les luttes contre la marchandisation des corps. Elle encourage toutes les autres violences faites aux femmes. Notre organisation a d'ailleurs accompagné la loi abolitionniste du 13 avril 2016.»

Enfin, Femmes solidaires est confrontée à la violence conjugale: en Haute-Corse, en 2018, les services de gendarmerie ont enregistré 158 procédures dont 113 concernaient des femmes. «Il ne faut pas croire, poursuit Rosy Sarrola, que seules des femmes dans des situations précaires en soient victimes. Toutes, même dans des milieux aisés, peuvent y être confrontées. Elles sont progressivement coupées de leur famille, de leurs amis, de leur travail... Déstructurées, elles ne se défendent plus. Certaines réagissent, d'autres en meurent.» L'organisation a participé à l'installation des bancs rouges à leur mémoire, en 2018. Et veut surtout qu'il n'y ait plus besoin d'en installer. Ni en Haute-Corse ni ailleurs. ■ Claire GIUDICI

L'association Femmes Solidaires accueille les femmes dans ses locaux de Montesoro, de préférence sur rendez-vous. Tel : 04 95 33 33 46, adresse mail :

ass.femmes.solidaires.2b@orange.fr.

Elle possède également un site Facebook où la joindre.



Nihil sine terra

Membre du Laboratoire espace cerveau à l'Institut d'Art contemporain de Villeurbanne, Sandra Lorenzi a entrepris voilà quelques années un projet de recherche qu'elle a intitulé *Prospective des murs*. Il se développe autour d'axes d'étude qui croisent des domaines aussi divers que l'histoire, la philosophie politique, l'ontologie, la sémiologie. Le premier volet de ce travail, *Depuis que les bals sont fermés*, a été présenté à l'Espace arts plastiques Madeleine-Lambert, ancienne salle de bal de la Maison du peuple de Vénissieux où le visiteur était invité à entrer puis à cheminer littéralement dans une œuvre-exposition. Le deuxième volet, *L'être seuil*, a été présenté en 2018 au centre d'art contemporain du Paris, à Tarbes, conçu comme une sorte de conte philosophique, abordait la question des frontières entre les mondes visibles et invisibles, réels et rêvés, au travers de la figure fictive d'un passeur, en quête d'un « temps de pause entre les âges ». Pour le troisième volet de ce cycle *Prospective des murs*, l'artiste investit le Centre culturel Una Volta avec *Nihil sine terra*, que l'on peut traduire par « rien sans la terre ». En puisant dans l'héritage du territoire corse et plus largement méditerranéen, il s'agit en effet de questionner les enjeux culturels et politiques liés à la terre.

Du 17 janvier au 15 février. Centre culturel Una Volta, Bastia. ☎ 04 95 32 12 81 & una-volta.com



Nous n'attendons personne/Veghja

Un soir, une veille de funérailles. Il y a là deux des trois enfants de la défunte : son fils aîné, accompagné de son épouse, et sa fille, qui n'a jamais quitté la maison familiale. Puis voilà qu'arrive le plus jeune fils, qu'on n'espérait pas vraiment, lui qui était parti « pour toujours, en claquant la porte » voilà des années. Avec sa réapparition, resurgissent alors les rancoeurs, les vieilles querelles, les suspicions, toutes les émotions enfouies, à présent exacerbées... *Nous n'attendons personne/Veghja* est le premier texte théâtral de Misandra Fondacci, 25 ans, ancienne élève de l'atelier théâtral Groupe Diversioni, que dirige à Bastia la comédienne et metteur en scène Catherine Graziani. « J'ai rencontré Misandra en 2012, se souvient cette dernière. Elle s'inscrivait à mon atelier composé essentiellement d'adolescents musiciens, alors dénommé Théâtre Mouvement Musique. Elle était en terminale. Lors de sa présentation pour l'audition d'entrée elle m'a dit qu'elle aimait par dessus tout écrire. (...) En 2017, au hasard d'une discussion sur le pas de la porte de la Fabrique de Théâtre, elle m'a dit avoir écrit un texte théâtral... Nous imaginons en faire la création en 2019. Parce que cela fait partie de nos missions : transmettre, construire des passerelles, mettre à disposition de nos élèves, futurs artistes, nos équipements et notre expérience artistique, technique et administrative. » En prélude à cette création, la compagnie propose d'ores et déjà une lecture publique, mise en espace, de ce texte.

Le 19 janvier, 18h. Espace Saint Jacques, Bonifacio. ☎ 04 95 73 00 15 / 04 95 10 24 51 & www.theatrealibi.com



Des courts en hiver

Pour sa 7^e édition, ce festival dédié au cinéma et à la poésie rend hommage à Guillaume Apollinaire, au travers notamment de lectures de ses textes par le comédien Daniel Mesguich (le 25 à 19h), de la projection d'un documentaire de Pascale Bouhénic, *Guillaume Apollinaire l'élan créateur* (le 26 à 17h) et d'une table ronde animée par l'universitaire Pierre Vilar, spécialiste de la littérature française des XIX^e et XX^e siècles (le 26 à 19h). De plus, en amont de la manifestation, l'association Cinémotion, en partenariat avec l'Atelier Canopé d'Ajaccio, ont organisé un concours de poésie à destination d'élèves de cycle 3 des écoles Marcellesi, Marchetti (Trinité), de Muratello, du collège Léon Boujot et de l'école de Sainte-Lucie de Porto-Vecchio auxquels il a été demandé de travailler sur la poésie graphique pour laquelle Apollinaire avait créé le terme de calligramme. Le festival reçoit également les poètes contemporains Valérie Rouzeau, Véronique Pittolo, Jean-Louis Giovannoni et Florence Pazzottu, qui présenteront leurs œuvres (textes, poèmes-vidéo...) et animeront des ateliers destinés aux scolaires. Côté cinéma, deux projections de courts-métrages (les 24 et 25 à 21h) à l'issue desquelles 4 prix seront décernés, et, en clôture, la projection de *La belle captive* (1983), d'Alain Robbe-Grillet, avec Gabrielle Lazure et Daniel Mesguich.

Du 24 au 26 janvier. Cinémathèque de Corse, Porto-Vecchio. ☎ 04 20 20 20 01 & www.asso-cinemotion.fr/



POUR FACILITER LA RENCONTRE DE NOS FIDÈLES LECTEURS
AVEC LES ANNONCEURS INSULAIRES,
ICN A CONFIE LA RÉGIE DE SA PUBLICITÉ COMMERCIALE À CORSE REGIPUB
ET VOUS REMERCIE PAR AVANCE POUR L'ACCUEIL QUE VOUS RÉSERVEREZ
À STÉPHANE BRUNEL ET SON EQUIPE...

CORSE REGIPUB SAS
M. STÉPHANE BRUNEL
TÉL. 0612 03 52 77
mail: brunel.stephane@yahoo.fr

Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Bonifacio ou le Sartonais,
vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?
Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?
Vous aimez écrire et/ou prendre des photos?
L'ICN recherche ses correspondants locaux.
Écrivez-nous:
journal@icn-presse.corsica



Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

JE M'ABONNE

- Pour un an à la version papier pour **60€** Pour un an à la version web pour **30€**
 Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

**Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client,
j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :**

EMAIL : _____ @ _____

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN Oui Non
et de ses partenaires Oui Non

Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN Carte bancaire

N° :

Expire fin: _____ Clé: _____ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires



1978 - 2018

40
ANNI

a filetto

Bastia Aiacciu



Bastia, le 15 février à 20h30 Teatru municipale

Billetterie : Tél : 04 95 34 98 00 / www.bastia.corsica

Aiacciu, le 16 février à 21h00 A Fabbrica (L'aghja)

Billetterie : Tél : 04 95 20 41 15 / www.corsebillet.com

photographie : Armand Luciani - graphisme : Thierry Leccia-Gruatist - licence n°2-1032096